



Berne, le 04.05.2009

Des conseillers nationaux fondent le «Groupe parlementaire pour une informatique durable»

Malgré diverses interpellations parlementaires, l'Administration fédérale utilise encore de manière prépondérante des logiciels propriétaires. De leur côté, nos voisins européens se sont rendus compte depuis longtemps des avantages des logiciels libres et des standards ouverts, et en font déjà pleinement usage. C'est pour cette raison que des conseillers nationaux PDC, PS, PLR, PEV, PVL et Verts ont fondé le «Groupe parlementaire pour une informatique durable».

Les logiciels libres ont des avantages substantiels pour l'économie locale: une étude de la Commission Européenne estime que les entrepreneurs utilisant des logiciels libres économisent plus de 36% sur leurs dépenses informatiques¹. Beaucoup de pays, de régions et de villes de l'Union européenne² se sont aperçus du potentiel des logiciels libres et investissent stratégiquement dans ces logiciels librement utilisables et modifiables – de son côté la Suisse semble depuis plusieurs années ne faire aucun progrès à ce sujet.

Bien que sur le papier existent une «Stratégie de logiciels libres pour la Confédération», ainsi qu'une «Stratégie suisse de cyberadministration» recommandant, depuis longtemps, l'utilisation de logiciels libres, la réalité dans l'Administration fédérale est toute autre. Depuis plus de huit ans, le Conseil fédéral répond avec une grande retenue à toutes les interpellations parlementaires demandant une plus large utilisation des logiciels libres. Les multinationales informatiques ont, en conséquence, adapté leurs prix de licences par petits montants croissants à chaque nouvelle tranche exigée. De nouvelles idées, des concepts innovants, et quelques pas courageux sont nécessaires pour sortir de la dépendance actuelle, et conserver ainsi un plus grand potentiel de création de richesse en Suisse. En effet, les logiciels libres aident à économiser et à utiliser d'une manière plus efficace l'argent du contribuable, ils permettent également de créer de nouvelles places de travail attractives en Suisse, et participent à l'augmentation de la diversité sur le marché des logiciels. Grâce à cela, la branche informatique et communication sera renforcée, la concurrence favorisée, et la position de la Suisse dans ce domaine sur le marché international sera assurée.

Pour promouvoir ce processus au niveau politique et, à l'avenir, pour introduire les thèmes des Contenus Libres et le Libre Accès au niveau de la politique nationale, le «Groupe parlementaire pour une informatique durable» a été fondé par six conseillers nationaux. Walter Donzé (PEV Berne), Edith Graf-Litscher (PS Thurgovie), Kathy Riklin (PDC Zurich), Alec von Graffenried (Vert Berne), Christian Wasserfallen (PLR) et Thomas Weibel (PVL Zurich) se sont informés auprès d'experts informatiques issus de l'administration et de l'économie. Ils vont dans les prochaines semaines élaborer diverses motions. Durant la session d'été, celles-ci seront soumises au parlement dans le but d'exploiter tout le potentiel des logiciels libres et des standards ouverts pour l'économie suisse et pour l'Administration publique.

Contact «Groupe parlementaire pour une informatique durable»

Co-Présidents: Edith Graf-Litscher, Conseillère nationale (PS Thurgovie),
et Christian Wasserfallen, Conseiller national (PLR Berne)

Secrétariat: Matthias Stürmer, matthias.stuermer@ch-open.ch, +41 76 368 81 65,
Swiss Open Systems User Group /ch/open,
Case Postale 2322, 8033 Zurich, www.ch-open.ch

Contact en français: François Bianco, fbianco@swisslinux.org, +41 79 568 34 59, www.swisslinux.org

1 <http://ec.europa.eu/enterprise/ict/policy/doc/2006-11-20-flossimpact.pdf>

2 http://www.osor.eu/case_studies